



démocratie
& spiritualité

21 rue des Malmaisons (nouvelle adresse)
75013 PARIS

Tél : 01 45 85 29 87 (nouveau numéro)

email : info@democratie-spiritualite.org

Site : www.democratie-spiritualite.org

Lettre N°84 du 15 janvier 2010

L'agenda

L'éditorial

- Pour un vrai débat sur l'identité nationale dans un monde multiculturel

Nouvelles de l'association

- Université d'été 2010
- Pacte civique

Résonances spirituelles

- Une parabole sur les ponts à construire
- Clochers, minarets

Débats démocratiques

- La souffrance au travail : rôle des syndicats et du management. La suite du débat

Démocratie & spiritualité

- Et si le pacte civique prônait aussi une politique de reconnaissance ? *Christian Saint-Sernin*

Informations diverses

L'agenda

Au siège de D&S, 21 rue des Malmaisons (75013)

- **Jeudi 28 janvier à 18h30** : soirée conviviale, animée par Henri-Jack Henrion, consacrée au livre de Martin Buber, *Le chemin de l'homme* (Alphée)

Au Forum 104, 104 rue de Vaugirard (75006)

- **Mardi 19 janvier de 18h30 à 19h30** : méditation
- **Mercredi 20 janvier de 20h à 22h** : Le multiculturalisme, avec Jean-Marie Petitclerc
A partir du constat" que les sociétés modernes sont multiculturelles, une question fondamentale se pose : Comment vivre ensemble dans une société plurielle la recherche de son unité ?
- **Mardi 2 février de 19h à 22h** : « La reconnaissance de la vie jusqu'au cœur des crises à travers quatre spiritualités ». Avec Jean-Luc Castel, Malick Diawara, Claude Cohen-Boulakia, Christian Saint-Sernin.
- **Mardi 16 février de 18h30 à 19h30** : méditation

A la chapelle Saint Bernard de Montparnasse, sous l'horloge gauche de la gare

- **Mardi 19 janvier à 20h** : spiritualité chrétienne et valeurs, avec Paul Valadier, s.j.
- **Lundi 8 février, à 20h** : Evolutions et changements de valeurs : que se cache-t-il derrière la crise ? par Carine Dartiguepeyrou, présidente du Club de Budapest

Ce cycle de cinq rencontres sur le thème « Force et fragilité de nos valeurs » sera conclu par Jean-Baptiste de Foucauld le lundi 3 mai à 20h (pour plus de détails : <http://chapellestbernard.free.fr/>). Le texte de la première intervention de Jean-Claude Devèze, *Se retrouver dans l'anarchie de nos valeurs*, peut être consulté [ici](#).

L'éditorial

Pour un vrai débat sur l'identité nationale dans un monde multiculturel

Communiqué D&S du 11/01/2010

Démocratie et Spiritualité est une association rassemblant des personnes de diverses sensibilités, engagées dans différents champs de la vie sociale, souhaitant réfléchir en commun sur les relations entre ces deux dimensions de l'existence dans la France d'aujourd'hui. Sans nécessairement être animés par une foi religieuse, ses membres considèrent en effet que la démocratie a besoin d'une dimension éthique et spirituelle pour mener à bien sa promesse d'égale dignité de chacun.

La [Charte](#) qui les réunit a été écrite en 1993, dans le contexte de la disqualification de l'idéologie communiste qui a suivi l'effondrement des régimes collectivistes. La crainte des rédacteurs de ce texte fondateur, crainte vérifiée depuis, était que le développement de l'économie de marché ne devienne une fin en soi des sociétés humaines. L'association

travaille donc, depuis, à faire des propositions pour répondre aux diverses crises économiques, sociales et financières, mais aussi morales et citoyennes, que vit la société française.

Dans ce contexte, *nous ne contestons pas que l'on ait cru devoir engager un débat* sur ce qui fonde aujourd'hui notre identité nationale. C'est un fait que les intégrateurs sociaux habituels se sont affaiblis et qu'il convient de rechercher ceux qui peuvent fonctionner aujourd'hui.

Cependant, *nous nous interrogeons sur le moment et les modalités qui ont été retenues* pour le mener. En effet, sur un sujet aussi délicat, il aurait fallu préparer le débat selon les règles de l'éthique de la discussion et pour cela consulter les forces vives et les sensibilités de notre pays avant d'organiser, ensuite, des assises nationales du « vivre ensemble ».

Un cadre convenable eût été ainsi constitué, qui aurait permis de prendre aussi en compte notre appartenance à l'Europe et au Monde. *Il est étonnant et profondément anormal que le débat ne porte pas davantage sur notre participation à l'Union européenne.* Celle-ci n'est pas sans effet sur notre identité, qu'elle devrait enrichir et non appauvrir, tout en nous dotant, avec nos partenaires, d'une nouvelle identité collective nous permettant de mieux nous situer dans ce monde multipolaire et multiculturel qui est maintenant le nôtre.

Plusieurs **prises de position**, en lien avec ce débat, nous semblent pouvoir guider nos propres réflexions sur ce sujet, en particulier celles de :

- Claudine Attias-Donfut ([le Monde du 4/12/09](#)) sur l'identité nationale et l'intégration :

« A trop insister sur les difficultés des immigrés, que ce soit pour les accabler ou pour les victimiser, on occulte la réalité de l'intégration, somme toute très banale, de la très grande majorité d'entre eux. Il serait plus utile de débattre de notre modèle d'intégration. A mon sens, il faut tourner le dos à l'idée d'assimilation des étrangers qui nie les différences et l'identité de chaque personne dans son appartenance. Il faut conserver l'esprit de l'intégration à la française en reconnaissant l'existence d'identités multiples. Améliorons l'enseignement de la langue française, préservons le creuset de l'école républicaine. Développons la participation à la société. Et, en même temps, acceptons de reconnaître les autres religions et la diversité de notre pays ».

- l'Observatoire Chrétien de la Laïcité sur la laïcité, après la votation suisse sur l'interdiction des minarets :

« Dans nos sociétés pluralistes et sécularisées où vivent ensemble des personnes de convictions et de croyances diverses, religieuses, athées, agnostiques, l'État démocratique laïque garantit les droits de la personne humaine et notamment la liberté de conscience. Cette dernière est protégée contre toute idéologie officielle ou tout communautarisme clos par cet État laïque qui garantit aussi les libertés d'association et de culte dans le cadre du respect de la loi démocratique et des droits humains. L'État laïque ne reconnaît aucune religion, aucune conviction et se trouve ainsi dans l'obligation d'assurer l'égalité de traitement des citoyens. Cette obligation joue évidemment en faveur de l'Islam comme des autres formes de conviction, religieuses ou non ».

- Benjamin Stora, reçu par la mission d'information sur la pratique du voile intégral (burqa), à propos de l'Islam :

« Il me paraît essentiel que nous puissions à la fois combattre le rejet de l'autre - ces vieux démons de l'islamisme que sont la misogynie, l'homophobie, l'antisémitisme et la xénophobie prospèrent dans certains quartiers - et en même temps adresser un message qui rappelle l'impératif d'accueil, de générosité et d'égalité citoyenne. Sans cela, vos lois seront toujours perçues comme allant dans le même sens, celui de la stigmatisation et de l'assignation à résidence identitaire perpétuelle ».

Pour éviter de réduire le débat aux questions de l'immigration et de l'Islam et pour éviter de présenter l'identité nationale comme une réalité immuable, alors qu'elle est une construction permanente, inscrite dans une histoire, recevant du passé des valeurs et animée par une dynamique tournée vers l'avenir, trois pistes de réflexion peuvent déjà être proposées :

L'identité n'est plus donnée, elle se construit

La première, c'est de *réfléchir aux interactions entre identité et sens*. Pendant longtemps les individus ont pu se construire, au plan identitaire, à partir d'un « sens » initial qui leur était donné au sein de la famille en fonction des appartenances sociale, religieuse, syndicale, politique, etc. Ils construisaient leur identité individuelle en s'inscrivant dans cet héritage, pour le faire évoluer ou pour s'en émanciper en le contestant, voire en le détruisant. Aujourd'hui, dans un contexte de brouillage des valeurs de référence et de déficit des transmissions familiales, les choses sont devenues plus compliquées. Les individus, plus isolés, doivent se débrouiller comme ils peuvent dans un environnement saturé d'offres de consommation marchande dans lequel les héritages porteurs de sens et d'espoir sont largement remis en question. La relation entre identité et sens se retourne : aujourd'hui, les personnes qui arrivent à donner du sens à leur vie, se donnant de l'identité, arrivent à mieux traverser les épreuves de cette société complexe et évolutive. Permettre à chacun de se construire en tant que personne et d'accéder ainsi à son identité unique, à sa citoyenneté, telle est aujourd'hui la question première. Le débat sur l'identité nationale ne doit pas servir de prétexte pour l'esquiver.

L'identité se nourrit de la richesse de nos appartenances multiples

La seconde piste, c'est de *reconnaître qu'une identité individuelle accomplie se construit souvent aujourd'hui à partir d'appartenances multiples* qui pouvaient être hier antagonistes. Notre modernité contemporaine a entraîné un relativisme des valeurs, souvent dénoncé, mais elle permet aussi à l'individu de faire coexister pacifiquement, dans sa valise identitaire, une pluralité de références. Il ne faut donc pas revenir sur cet acquis émancipateur de la démocratie en demandant à nos concitoyens les plus récents de choisir entre leurs diverses attaches citoyennes, sociales, spirituelles, celle qui a leur préférence. L'identité française sera naturellement la plus importante pour l'exercice de la citoyenneté, mais les autres sources d'identité, notamment les sources spirituelles, s'avèreront peut être les plus utiles pour faire face aux événements de la vie. Aussi convient-il que la collectivité nationale reconnaisse aux diverses identités une véritable légitimité sans les minimiser, afin qu'elle puisse exiger de chacune d'entre elles qu'elles reconnaissent à leur tour les autres identités, ainsi que l'identité de la collectivité nationale elle-même, tout comme les identités européennes et mondiales.

Il faut prendre en compte la confrontation des identités

La troisième piste, c'est de prendre en compte, comme nous y incite Jean-Claude Guillebaud dans son dernier livre, « Le commencement d'un monde », que nous abordons actuellement une nouvelle période de la modernité contemporaine. La longue séquence historique de l'hégémonie occidentale sur le monde s'achève et *une modernité métisse s'installe au cœur même de nos sociétés*. Dans ce contexte, le multiculturalisme, l'immigration, les brassages et les métissages des cultures nous posent, à l'évidence, des problèmes nouveaux que nous ne pouvons plus penser en faisant appel aux analyses et aux concepts du passé. L'altérité va faire partie de notre quotidien. Il faut s'appuyer sur elle pour favoriser les dynamiques d'interaction entre transformations personnelles et transformations collectives. Il faut promouvoir hardiment la délibération pour trouver de nouveaux équilibres s'inscrivant dans un projet commun de vivre ensemble. Ceci conduit à aborder tous les sujets qui fâchent comme la surdélinquance des jeunes issus de l'immigration ou l'apparition de ghettos dans nos banlieues.

Plus que dans des discours de circonstance, c'est dans la manière dont chacun d'entre nous, comme nos collectivités, organisent les relations entre racines et aspirations d'une part, entre vocation et engagement d'autre part, entre spiritualité et démocratie enfin, que se construisent nos identités porteuses d'un vivre ensemble. Pour partager nos expériences et nos espoirs, pour répondre à cette crise multiforme qui nous appelle à penser, agir, vivre autrement en démocratie, nous pensons que la société civile doit s'organiser. S'organiser pour *proposer un Pacte civique comportant des engagements personnels, des transformations de comportements organisationnels et des réformes politiques en vue de rendre la société plus sobre, plus juste et plus créative. Ce sera la meilleure façon de travailler activement sur notre identité en la tournant vers l'avenir.*

Ce [communiqué](#) a également été publié sur le site.

Nouvelles de l'association

Université d'été 2010 : L'université d'été se déroulera du vendredi 27 août à 9h au dimanche 29 août après-midi ; elle se tiendra comme l'an dernier à Meylan (Grenoble). Le thème proposé est « Interactions et résonances entre démocratie et spiritualité ».

Pacte civique : Le CA du 7 janvier a permis de faire le point sur l'avancement de la démarche Pacte civique et de débattre sur la façon de la poursuivre en valorisant les apports possibles des travaux de notre association. Lors de la réunion du 8 janvier entre les organisations préparant le pacte civique, il a été décidé de publier sur nos sites quatre fiches issues des ateliers intitulés : « Citoyenneté, diversité, laïcité », « Donner aux personnes en situation d'exclusion les moyens concrets de s'exprimer et de participer à la construction et à l'évaluation des politiques qui les concernent », « Lutter contre toutes les formes d'exclusion dans le pays », « Une fiscalité citoyenne dans un monde durable ».

Citoyenneté, diversité, laïcité : deux membres de cet atelier du Pacte civique ont participé au séminaire de l'association des maires [Ville & Banlieue](#) du 8 décembre 2009 autour de la question : *Comment travailler avec les communautés ethniques et culturelles sur « les sujets qui fâchent » ?* Gilles Guillaud a présenté les résultats du colloque de Saint-Denis (2006) et

Jean-Claude Sommaire a abordé la question du communautarisme à la lumière de ce qui se fait au Québec.

Résonances spirituelles

Une parabole sur les ponts à construire

proposée par Malek Boukerchi

Voici l'histoire de deux frères qui s'aimaient beaucoup et vivaient en parfaite harmonie dans leur ferme. Ces deux frères vivaient du travail de leurs champs. Ils cultivaient ensemble et récoltaient ensemble. Ils avaient tout en commun.

Tout commença par un malheureux malentendu entre eux. Mais, peu à peu, le fossé se creusa jusqu'au jour où il y eut une vive discussion, puis un silence douloureux qui dura plusieurs semaines.

Un jour quelqu'un frappa à la porte du frère aîné. C'était un homme à tout faire qui cherchait du travail, quelques réparations à faire...

- Oui, lui répondit-il, j'ai du travail pour toi. Tu vois, de l'autre côté du ruisseau, vit mon frère cadet. Il y a quelques semaines, il m'a offensé gravement et nos rapports se sont brisés. Je vais lui montrer que je peux aussi me venger. Tu vois ces pierres à côté de ma maison ? Je voudrais que tu en construises un mur de deux mètres de haut, car je ne veux plus le voir.

L'homme répondit :

- Je crois que je comprends la situation.

Le frère aîné aida son visiteur à réunir tout le matériel de travail, puis il partit en voyage le laissant seul pendant toute une semaine. Quelques jours plus tard, lorsqu'il revint de la ville, l'homme à tout faire avait déjà terminé son travail. Mais quelle surprise ! Au lieu d'un mur de deux mètres de haut, il y avait un pont. Précisément, à ce moment, le frère cadet sortit de sa maison et courut vers son aîné en s'exclamant :

- Tu es vraiment formidable ! Construire un pont alors que nous étions si fâchés ! Je suis fier de toi !

Pendant que les deux frères fêtaient leur réconciliation, l'homme à tout faire ramassa ses outils pour partir.

- Non, attends ! lui dirent-ils. Il y a ici du travail pour toi.

Mais il répondit :

- Je voudrais bien rester, mais j'ai encore d'autres ponts à construire...

Clochers, minarets,...

à partir du livre de Christophe Lefébure, Les clochers, Editions Ouest France 2009

Clochers de village, clochers de quartier,
Racontez une histoire, servez de repère, faites battre les coeurs

Cloches, carillons, gardez votre puissance,
Eveillez aux résonances, appelez aux célébrations

Minarets, servez de phare, soyez les tours des mosquées
Muezzins, réveillez les croyants, appelez à la prière.

Débats démocratiques

La souffrance au travail : rôle des syndicats et du management

Après la soirée conviviale du 30 novembre 2009 sur la souffrance au travail (Compte-rendu dans La Lettre N°83), un débat s'est amorcé sous l'impulsion d'un membre de Grenoble, employé de France-Télécom et délégué syndical CFDT. En voici des extraits. Pour continuer le débat, on peut réagir à cet article dans la rubrique [Débats](#) du site.

Régis Moreira, syndicaliste CFDT à France Télécom (FT)

« Je suis surpris par l'article « souffrance au travail : l'exemple de France Télécom », notamment des phrases :

- la faiblesse de l'action syndicale est également une des causes de la situation actuelle
- piste de changement : des syndicats qui exercent pleinement leur fonction.

Quelle faiblesse à FT du syndicalisme si on considère les multiples tracts chaque semaine, les grèves, les questions des délégués du personnel (DP), un taux de syndicalisation autour de 30% (à comparer avec un taux de 5% en France) ?

Ne renversons pas les responsabilités. La direction de FT connaît tout de la souffrance de ses salariés depuis bien longtemps, (le résultat de l'enquête Technologia, publié le 14/12 ne l'a pas surprise !!!) ; depuis 2005 (date des premières élections professionnelles des DP et des représentants au comité d'entreprise), les syndicats à travers leurs représentants et dans le cadre du comité d'entreprise et du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) lancent des alertes sans résultats : ils ne sont pas écoutés, la direction se réfugiant très souvent dans le déni systématique.

Dans les pistes de changement, je pense qu'il faut restaurer un véritable dialogue social ; face aux syndicats il faut un VRAI PATRON qui négocie vraiment dans une logique de gagnant-gagnant, en écoutant les représentants du personnel et non en cherchant à imposer son point de vue (à FT, c'est cette composante qui est absente du dialogue social et non les syndicats).

Le problème, c'est la conception du pouvoir qui a changé ; c'est un système coercitif où les cadres sont soumis en permanence à des injonctions paradoxales faisant appel à leur loyauté vis à vis de l'entreprise, c'est intenable si on a beaucoup d'amour propre. Je pense que Christophe Desjours méconnaît l'entreprise, son histoire et son fonctionnement réel ; c'est très réducteur, il ne parle pas notamment du tout du changement du système de valeurs qui perturbe beaucoup de salariés : passage des valeurs du service public (assurer le service de la meilleure qualité possible à tous les usagers) à celles d'un centre de profit (où seuls comptent vraiment les clients ayant du potentiel de profit) ».

Jean-Baptiste de Foucauld, président de D&S

« Je pense pour ma part que les syndicats ne seraient pas tant que cela en désaccord avec ce qui est écrit dans la lettre 83. Qu'ils aient été actifs, sans doute, mais l'ont-ils été à bon escient, sur les bons sujets ? C'est quand même une vraie question. En tant que Président depuis 96 de l'Institut des métiers de France Télécom, organisme paritaire, je constate qu'ils

ont par exemple peu utilisé le travail - à mon avis unique- que l'on avait réussi à faire en 2005 sur l'exclusion interne dans l'entreprise.

C'est un constat pas une accusation, soyons clair ; je sais combien tout cela est difficile ; mais de manière générale, il faut reconnaître que la question sociale a changé ; on ne peut plus se contenter d'être dans l'idéologique et le quantitatif, il faut aussi être dans l'analyse concrète et dans le qualitatif ; le qualitatif est la condition du quantitatif, c'est le grand changement par rapport à l'époque du fordisme, et c'est plus difficile ; mais cela n'a pas encore été compris de tous, à l'exception sans doute de la CFDT d'ailleurs. »

Jean-Claude Devèze, ancien responsable syndical CFDT à l'Agence Française de Développement

« Il me semble que les deux phrases du compte rendu se rapportant aux syndicats ont été surinterprétées par Régis. Personnellement je lis ces deux phrases d'abord comme le fait qu'il y a un problème dans les rapports syndicats/direction à France Télécom comme dans beaucoup d'entreprises, mais aussi que la faiblesse des syndicats et leur divisions/concurrence ne favorisent pas leur efficacité et leur légitimité. Le reste du texte me semble avoir d'abord mis la responsabilité première de la crise à FT d'une part sur un management qui, confronté à une mondialisation porteuse de changements trop rapides, a oublié la priorité du rôle des hommes et femmes de l'entreprise, d'autre part au libéralisme économique poussant à exacerber le facteur "rentabilité financière".

OK sur le fait que les deux patrons de FT recourent à des gadgets pour faire baisser la tension et qu'ils ne s'engagent pas eux mêmes dans le dialogue avec les syndicats, mais ceux-ci ont ils fait ensemble tout ce qu'ils pouvaient : Y a-t-il eu une grève intersyndicale à FT sur le sujet des dérives managériales ? Y a-t-il eu au CE droit d'alerte sur l'avenir de l'entreprise du fait de la politique de personnel ?

Il y a une difficulté en France pour que les syndicats exercent pleinement leurs fonctions, qu'ils ne soient pas surtout défensifs et corporatistes, qu'ils aident à construire leur entreprise ou leur service de demain ; si cet état de fait n'est pas d'abord de leur propre responsabilité, ils ont aussi leurs parts dans les blocages de notre société qui souffre de plus en plus au travail, qui a du mal à allier besoin de sécurité et nécessité du changement, insertion des exclus et des fragiles et partage du "gâteau" par les mieux insérés ou défendus, récompense de la créativité et de la responsabilité individuelles et travail d'équipe, quantité et qualité. »

Régis Moreira

« Le document bien fait sur l'exclusion au travail de l'Institut des métiers sert de caution dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises en vue de l'évaluation par les agences de notation. Édicter des recommandations c'est bien, mais vérifier leur application c'est beaucoup mieux, cela évite des drames inutiles.

Syndicalement, à la CFDT, nous avons un principe : faire confiance a priori mais vérifier la mise en oeuvre ! Ce qui pose problème à FT, c'est la mise en oeuvre des intentions et des accords collectifs. FT a la fâcheuse manie de mettre en oeuvre ce qui l'arrange et oublie ce qui demande de la concertation, du dialogue et de l'écoute, pour réaliser les objectifs avec humanité.

Ainsi la CFDT, second syndicat aux élections, avait à la fin des années 1990 des revendications soutenues par les salariés. Ce syndicat s'est engagé dans la réforme qui a permis de passer des PTT à FT en 1988/1992 ; or la mise en oeuvre des accords a été partielle, incomplète et discrétionnaire, ce qui engendra un fort mécontentement des salariés,

notamment envers la CFDT qui a vu alors son audience baisser de 33% à 16%, et ce qui entraîna la création de SUD PTT. La direction de FT a les syndicats qu'elle mérite !!!

Si les recommandations du rapport « repères pour agir » ont été imposés sans précautions, par contre, ce qui n'a pas été repris, c'est le respect des personnes, la qualité du dialogue et de l'écoute. Ainsi beaucoup de cadres et non cadres ont été déstabilisés après le mail leur annonçant des fermetures de service ou après l'entretien musclé avec le directeur. Par exemple, à l'agence de l'entreprise Rhône Alpes Auvergne, où la section CFDT est la 1^{re} organisation syndicale avec 36% des voix, 22 cadres ont été débarqués du jour au lendemain à la suite d'une réorganisation, même ceux qui avaient de très bons résultats commerciaux. Dans cet établissement, les délégués du personnel les ont rencontrés de nombreuses fois afin qu'ils ne soient pas isolés, afin de leur remonter le moral, de les soutenir, de les accompagner lors d'entretiens avec le directeur ou la DRH, en vue d'envisager des perspectives. Pour certains c'était du harcèlement caractérisé avec des mails chaque jour ; 2 collègues ont porté l'affaire au tribunal (c'est en cours), les collègues et syndicats les entourent et les soutiennent ».

Jean-Marc Parodi, ancien permanent syndical CFDT à la Poste

« Syndicats « réformistes » et « contestataires »

Je suis maintenant convaincu que nos Directions ne veulent pas de syndicats « responsables », « réformistes » et engagés dans la négociation, car, justement, cela les obligerait à négocier. La percée des syndicats Sud dans le public les arrange bien : face au protestataire, il suffit de tracer son chemin, même si parfois cela prend un peu plus de temps, et même s'il faut occasionnellement se « déculotter ».

C'est pour le moins la limite de syndicats comme la CFDT dans le secteur public : des syndicats qui négocient le changement (nécessaire, mais pas n'importe comment) n'intéressent pas le patron public : cela les obligerait à partager le pouvoir. Il faut d'ailleurs reconnaître que cela n'intéresse guère les personnels qui vivent avec dépit les changements comme autant de recul et de pertes de droits.

Les archaïsmes s'entretiennent fort bien mutuellement.

La division syndicale

La division syndicale tant décriée (ici comme ailleurs) peut se voir, selon une lecture systémique, comme une répartition des tâches qui arrange tout le monde : pas de syndicalisme « réformiste » sans syndicats contestataires qui créent des rapports de force ; pas de syndicats « contestataires » sans syndicats « réformistes » qui signent des accords forcés « au rabais » dont les contestataires critiqueront ultérieurement l'abandon.

Aujourd'hui plusieurs syndicats pourraient se rassembler : la CFDT, la CFTC, la CGC, voire une partie de la CGT... en laissant à part FO, la FSU et Sud, très singuliers mais c'est vrai aussi que certaines bureaucraties syndicales verraient alors leurs privilèges remis en cause.

Les syndicats, à l'image de la société française

Certes les syndicats sont largement critiquables mais ils ne sont jamais que représentatifs de la société française d'aujourd'hui, fragmentée et où la notion d'intérêt général a perdu de sa substance. Les syndicats, dans la période actuelle de forte régression sociale, ont au moins l'immense mérite de retarder, parfois avec succès, la mise en œuvre de réformes qui renforcent les inégalités

La souffrance au travail

La souffrance au travail, de mon point de vue, est à la rencontre du collectif et de l'individuel. La difficulté, pour le syndicalisme aujourd'hui, est de lier les deux, dans un environnement où la démarche collective semble épuisée et où, aujourd'hui encore moins qu'hier, les salariés n'ont pas droit de regard sur l'organisation du travail qui engendre ce stress aux conséquences physiques comme psychologiques absolument désastreuses. Scorie de la période antérieure : on peut rencontrer encore quelques managers, humainement structurés et en capacité de relationner autrement avec leur personnel, mais qui, eux non plus, ne sont pas dupes de la régression en cours.

Dans les années 70, la CFDT avait publié un ouvrage « les dégâts du progrès ». Il est urgent que le syndicalisme s'intéresse encore plus aux dégâts du financier et du management... ».

Démocratie et spiritualité

Et si le pacte civique prônait aussi une politique de reconnaissance ?

Christian Saint-Sernin

Si la politique a si mauvaise presse à nos yeux, c'est qu'on la cantonne souvent dans de vaines polémiques, dans des rivalités de personnes ou d'appareils (quand ce n'est pas dans des images « bling-bling ») ; on la constate incapable de nous faire rêver d'un avenir meilleur et l'on doute de son aptitude à résoudre les problèmes devenus si complexes de la planète ou de la répartition des richesses. Pourtant, malgré cette défiance à l'égard de la chose publique, la conscience des dangers encourus par la planète s'avive, les comportements responsables à l'égard de l'écologie ou du vivre ensemble se banalisent et de plus en plus de personnes s'engagent dans l'humanitaire, dans l'économie sociale ou dans la vie associative, mais chaque fois dans des secteurs bien délimités et contrôlables !

Peut-être que notre société attend beaucoup plus que l'on ne pense du « politique », mais d'une « politique autrement », au sein de laquelle le concept de « politique de reconnaissance » pourrait prendre place. Quand Charles Taylor et Nancy Fraser ont popularisé Outre-Atlantique voici plus de 10 ans ce rapprochement des concepts de « politique » et de « reconnaissance », c'était pour ajouter aux fonctions habituelles de la politique trois autres missions la plupart du temps mal repérées et donc mal remplies :

- reconnaître les identités propres comme parties prenantes de la collectivité,
- permettre au débat public de se hisser au niveau de l'éthique en réajustant les « règles du vivre ensemble »,
- redéfinir la « justice sociale », non pas seulement comme une affaire de « redistribution », mais aussi de « reconnaissance » des diverses situations de domination ou d'exclusion.

Dans la conception française de la République Une et Indivisible, ces approches sont vite accusées d'inciter au communautarisme et d'attenter à l'universalisme ; bien comprises, elles pourraient pourtant redonner du goût à l'« expérience démocratique », nous n'en donnerons ici que deux exemples.

1. Pour une politique qui reconnaisse les différences.

A l'heure de la mondialisation et du brassage des populations et des cultures, l'action politique pourrait susciter un regain d'intérêt en réussissant à reconnaître la pluralité de nos

identités au sein de nos sociétés et à articuler effectivement les identités nationales et supranationales avec les identités d'origine, de sexe ou de profession... En effet, chaque fois que l'« agir politique » arrive à *impliquer* les personnes et les groupes comme « *acteurs* » et « *co-auteurs de leur destin* » par delà la *pluralité* et même la *contradiction de leurs opinions*, il apparaît *innovant et créateur*, selon l'expression d'Hannah Arendt¹.

Il ne s'agit évidemment pas d'accorder aux communautés une reconnaissance qui les isolerait du reste de la société, mais de les intégrer à l'intérieur d'une dynamique sociale qui interdise toute stigmatisation de leurs spécificités et qui les associe aux débats sur les règles du vivre ensemble et sur les valeurs : la politique a une fonction symbolique capitale en présentant un espace médiatique où chaque société se donne du sens ; elle peut mobiliser l'imaginaire collectif et réveiller la sensibilité du peuple ; elle constitue en elle-même une scène de théâtre où s'exposent des valeurs contradictoires et où sont mis en délibération les options collectives qui forment bien des domaines de l'existence. Les débats politiques « mettent en scène » les luttes à mort entre justice et injustice, ils opposent ce qui est « équitable » et ce qui est insupportable ; ils « exposent ce qui est souhaitable » et « dénoncent ce qui ne va pas » ; encore faut-il que toutes les composantes de la population puissent s'y exprimer dignement !

En son temps, la Révolution Française ne s'est pas contentée d'abolir l'Ancien Régime et la Féodalité ; elle a bouleversé toutes les valeurs, les valeurs familiales (divorce, droit d'aînesse...), les valeurs financières (assignats), les valeurs professionnelles (suppression des corporations), provinciales (départements et suppression des patois) et morales (Droits de l'Homme et Liberté-Egalité-Fraternité). Avec le système métrique, l'Etat Civil et le redécoupage des 36 000 communes, ce sont tous les cadres de référence qui ont été modifiés ! De nos jours, à l'occasion des campagnes électorales, par delà les polémiques personnelles, ce sont aussi les principales valeurs qui s'affrontent, la valeur du partage du travail et la valeur du travail, la valeur de l'identité nationale ou la valeur de la solidarité avec les immigrés. La politique peut mettre sur le devant de la scène ces multiples quêtes d'identité des diverses composantes de la société soit en stigmatisant tel ou tel groupe en parlant de « racailles » ou en valorisant tel autre en allégeant ses impôts, soit en reconnaissant les injustices subies par tel groupe et en lui promettant de nouveaux droits !

La politique peut transformer la foire d'empoigne des corporatismes et des conflits d'intérêt en une vaste scène où se renégocient périodiquement les compromis du vivre ensemble en impliquant réellement toutes les parties prenantes. C'est le rôle de la politique que de proposer des synergies, des dynamiques et des convergences en inventant des scénarios crédibles où ces multiples et diverses quêtes de reconnaissance pourraient elles-mêmes se reconnaître entre elles et s'épauler en acceptant leurs propres limitations et des compromis pratiques au sein de communautés plus larges ! Le courage politique peut formuler des priorités et les faire partager ! Une vraie culture de la reconnaissance de l'autre peut-être promue !

2. Pour des engagements citoyens qui reconnaissent mieux les singularités.

Une « politique de reconnaissance » peut aussi promouvoir d'autres conceptions de l'engagement politique qui prendraient davantage en compte la singularité et l'autonomie des personnes : le sociologue Jacques Ion estime que la diminution du nombre d'adhérents aux partis politiques, aux syndicats ou aux grosses organisations ne signifie nullement une perte

¹ Dans la « Condition de l'homme moderne » (Calmann-Lévy, coll Pocket, 1961 et 1983), Hannah Arendt oppose l'« agir politique » plongé dans l'imprévu, le risque et la nouveauté, dans la pluralité et dans l'implication des personnes, au modèle d'action « démiurgique » des chefs d'entreprise, des managers et des technocrates qui ont des buts prédéterminés et des méthodes bien formalisées et qui utilisent les personnes et les forces sociales comme des « moyens » pour leur fin !

de vitesse de la militance dans nos sociétés, mais un « changement de régime de la citoyenneté » qui n'exige plus l' « anonymat » ni l' « oubli de soi dans le collectif » comme ce fut le cas de la « citoyenneté républicaine » ou « sociale ».

Lors de la Révolution Française, la République s'est créée sur la distinction radicale entre la sphère publique et la sphère privée, entre les intérêts publics et les intérêts privés (et donc économiques). **Dans l'idéal républicain, le citoyen** se sacrifie pour le Bien Commun (ou pour la Patrie en danger) en écartant ses intérêts particuliers. Et pour pouvoir s'intéresser à la chose publique, il faut pouvoir être capable d'un tel « détachement » (et c'est pourquoi au début il fallait être « propriétaire »... et « homme, chef de famille »...). Il faut s'affranchir de toutes ses appartenances de profession, de langue, de province pour pouvoir accéder au sens de l' « universel » et construire des Droits de l'Homme universels.

Au XIXe siècle, une « **citoyenneté sociale** » s'est construite autour d'une solidarité de travail ou de classe, réinsérant les intérêts économiques et la nécessité d'une régulation économique à l'intérieur de l'espace publique. Un Etat social apparaît progressivement avec l'impératif d'une redistribution plus juste et avec des « ayant droits ». Une intégration s'opère dans un « nous de référence », dans une appartenance à un groupe opprimé ; ainsi devient possible l'expression collective d'un groupe dominé, mais cette expression se réalise au détriment de toute expression de la vie privée et des intérêts singuliers : à l'instar du citoyen républicain, le militant social se sacrifie pour le collectif à l'intérieur d'un certain anonymat, ou même d'une dépersonnalisation afin de conquérir des droits pour tous et pour toute la société... mais les femmes, les jeunes, les handicapés, les sans travail et les étrangers sont peu impliqués...

De nos jours l'engagement dans la société civile prend davantage en compte :

- l'aspiration de chacun à l'autonomie et la méfiance à l'égard de toute discipline trop prégnante imposée par une forte organisation (parti, syndicat...),
- le constat du pluralisme et le primat de la tolérance à l'égard des opinions différentes,
- la défiance à l'égard des idéologies, des généralités, d'une appartenance à un nous trop universel au sens de trop général.

Mais cet engagement s'appuie sur :

- des appartenances à des groupes plus ciblés, plus petits, plus contrôlables, où l'on partage des spécificités communes qui nous différencient du reste de la société,
- sur l'aveu d'une vulnérabilité partagée avec d'autres dans l'espoir d'une résilience (à l'instar d'Act Up qui s'appuie sur la précarisation et la victimisation des malades du sida pour revendiquer des droits spécifiques),
- sur l'espoir de gagner l'estime de soi et des autres à travers cette micro action dont chacun peut mesurer l'efficacité et les limites.

Ainsi dans cet engagement bien délimité, ce nouveau type de citoyen entend libérer son individualité exprimer sa singularité et renforcer sa dignité. Mais cela exige aussi qu'il s'implique plus personnellement, en se singularisant à l'égard de ses proches, en exposant sa sphère privée, ses appartenances spécifiques (ethniques, religieuses, culturelles...) et même une bonne partie de son intimité : les combats des femmes, des homosexuels, des beurs... en sont une illustration. Anthony Giddens, l'inspirateur de Tony Blair, a ainsi amené les travaillistes anglais à présenter la transformation du rapport à soi comme un enjeu de société !

Et Jacques Ion conclut : « Aujourd'hui la question n'est plus de savoir : comment être citoyen dans une société de semblables réputés égaux, mais comment être citoyens dans une société de semblables différents », en reconnaissant les multiples différences de chaque groupe et de

chaque individu ? Comment concilier engagement et respect des singularités ? Comment faire de la "démocratie" une affaire basée sur l'expérience collective vécue, entre les tendances du libéralisme à la réduire à des procédures vidées de toute vitalité et celles des communautarismes à vouloir réenchanter le monde sur une base identitaire fermée ?

Informations diverses

- A lire sur le site dans la rubrique « Libre parole » : [L'Eglise que nous voulons](#), adresse de Régis Moreira à l'évêque de Grenoble :
« Merci Père, pour votre message concernant le travail le dimanche. (...) J'aime cette Eglise là qui s'engage, je suis fier d'être chrétien et je dirai même plus, fier d'être catholique. J'aimerais que l'église prenne plus souvent la parole, pour évoquer la question sociale, la pauvreté plutôt que les questions de sexualité (...) ».
- Deux livres à signaler permettant d'éclairer le thème de l'identité nationale:

Résister au libéralisme, les penseurs de la communauté, de François Huguenin, CNRS éditions, 25€.

Cette redécouverte de la communauté, à partir de nombreux auteurs anglo-saxons, propose une alternative à la vision libérale de la modernité ; l'auteur nous invite en effet à repenser le politique en nous reposant les questions de la liberté, du multiculturalisme, du bien commun et de la justice.

Théories du multiculturalisme, un parcours entre philosophie et sciences sociales, de Franseco Fistetti, postface Alain Caillé et Philippe Chanial, La Découverte.

Cette exploration du passage d'une démocratie dans un Etat-nation lié à une culture, un territoire, une langue à une démocratie multiculturelle débouche sur une rédefinition des notions d'identité, de culture ou de citoyenneté ; cela suppose redistribution et reconnaissance.

- Le club de Budapest propose le 23 janvier 2010, dans le cadre de [l'Université Intégrale](#), une journée sur le thème « Ecovie, écovilles, écovillages ».